

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/36
18 septembre 1998

(98-3583)

Comité du commerce et du développement
Cadre intégré pour l'assistance technique
liée au commerce

Original: anglais

ÉVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME DU CAMBODGE

RÉPONSES INTÉGRÉES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD¹

ROYAUME DU CAMBODGE

¹ Ce document est publié conformément aux dispositions du paragraphe 5 e) du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

ÉVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME DU CAMBODGE

Le gouvernement royal du Royaume du Cambodge cherche à intégrer rapidement le Cambodge aux économies de la région et aux économies du reste du monde. Il considère que le commerce international et l'investissement international sont des instruments importants pour atteindre ses grands objectifs sociaux et ses grands objectifs en matière de développement. Le commerce et l'investissement créent des emplois, réduisent la pauvreté et donnent au Cambodge les compétences et les disciplines nécessaires pour accroître la capacité bénéficiaire de ses citoyens. Le gouvernement royal croit que la libéralisation du commerce et de l'investissement à l'échelle mondiale crée des occasions que le Cambodge doit pouvoir saisir.

En ce moment, le gouvernement royal n'a que des moyens limités pour faire en sorte que ces possibilités soient exploitées au maximum. Sous le régime de Pol Pot, tous les Cambodgiens instruits ont été tués ou ont quitté le pays. Au cours de la décennie qui a suivi ce régime, le Cambodge est demeuré aux prises avec la guerre civile et isolé du gros de l'économie mondiale et du fonctionnement des marchés mondiaux. Même si beaucoup de progrès ont été faits dans les années 90, le Cambodge reste terriblement à court des compétences nécessaires pour saisir les occasions de développement et de croissance découlant de la libéralisation du commerce et de l'investissement. Le gouvernement royal a un besoin urgent d'assistance technique et de formation à tous les niveaux de la formulation et de l'exécution des politiques liées au commerce et à l'investissement.

Aussi se félicite-t-il des résultats de la Réunion de haut niveau sur les mesures en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés et en particulier de l'adhésion des participants à cette réunion au Cadre intégré. Il juge très important de situer ses propres débats avec les donateurs dans le contexte du Cadre intégré. Pour entamer ce processus, le Ministère du commerce – en consultation avec d'autres ministères et les entités et organisations intéressées, y compris du secteur privé – a produit l'évaluation suivante des besoins d'assistance technique du Cambodge.² L'évaluation suit la "Liste de questions pour l'évaluation des besoins de coopération technique liée au commerce" (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

A. POLITIQUE COMMERCIALE

a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?

Le Cambodge est compétitif sur le plan international dans trois grands domaines: tourisme, produits agricoles et produits provenant des ressources naturelles, et certaines industries légères ayant besoin pour leur production de volumes relativement importants de main-d'œuvre bon marché et non spécialisée. Dans chacun de ces grands domaines, le pays exporte déjà des produits compétitifs. Toutefois, ces exportations pourraient être grandement accrues. De plus, le Cambodge pourrait aussi exporter d'autres produits compétitifs dans ces grandes catégories.

Le tourisme est actuellement centré sur les visites au temple d'Angkor Wat et aux temples avoisinants. La capacité de l'industrie touristique de Siem Reap, la ville la plus proche, a progressé rapidement, mais pourrait encore augmenter vu les mesures prises pour garder ouverts les sites archéologiques. Le Cambodge a aussi un littoral intéressant et présente des possibilités d'écotourisme dans le nord-est du pays. Ce littoral et cette région n'ont pas encore été développés pour le tourisme international.

² Une Mission coordonnée par l'OMC et composée de membres du personnel du CCI, de la CNUCED, de l'OMC et du PNUD a contribué à la production de cette évaluation. La Mission s'était rendue au Cambodge en mars 1998.

Le secteur agricole cambodgien n'est pas protégé d'une façon importante contre la concurrence internationale ni ne fait l'objet d'aucune mesure de soutien spéciale. Les exportations de riz, de soja et de caoutchouc demeurent modestes. L'accroissement de ces exportations dépend beaucoup de l'amélioration des mesures de classement et de contrôle de la qualité. Par ailleurs, des investissements ont été réalisés récemment dans les secteurs de l'huile de palme et des noix de cajou dans le but d'en faire l'exportation. L'agro-industrie et l'aqua-transformation sont d'autres secteurs qui n'ont pas encore été exploités. Le développement des capacités d'exportation des régions rurales contribuerait à promouvoir le développement rural, à accroître les capacités humaines et à réduire la pauvreté rurale.

L'industrie légère à forte intensité de main-d'œuvre a vu le jour il y a quatre ans à peu près avec l'industrie du vêtement. Même si aucun effort n'est ménagé pour faire en sorte que cette industrie prospère, l'incidence de l'accession à l'OMC et de la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements est difficile à prévoir. L'assemblage de produits électroniques a aussi commencé et pourrait s'intensifier. L'exportation d'objets d'artisanat et de produits en soie doit être explorée.

b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?

Depuis 1989, année où le Cambodge a entrepris de réorienter son économie pour la faire passer d'un régime socialiste dirigé à une économie de marché, la structure et l'orientation du commerce ont beaucoup changé. Anciennement, le commerce était très centré sur les pays du bloc soviétique, tant pour ce qui est des importations que des exportations. Le commerce d'État et le troc étaient courants. Ces pratiques ont maintenant entièrement disparu.

Au cours des huit dernières années, les importations de produits liés à l'activité industrielle ont augmenté. Par exemple, en 1996, le pétrole, les biens d'équipement et les matières premières constituaient une grande partie des importations. Plus précisément, les produits pétroliers, les véhicules routiers, les fils et fibres textiles, les machines industrielles spéciales, les machines électriques et industrielles générales, l'outillage électrique, les minéraux non métalliques, le fer et l'acier, et le matériel de télécommunication représentaient environ 60 pour cent des importations. Les pays et les marchés de l'ANASE représentent une bonne partie des échanges commerciaux du Cambodge aussi bien au chapitre des importations que des exportations, bien que le gros de ces échanges soit du commerce en entrepôt et transite par Singapour. Toutefois, les exportations de vêtements ont pour principales destinations les États-Unis et l'Union européenne. Ces deux partenaires commerciaux importants accordent au Cambodge le traitement NPF et des préférences au titre du SGP.

Le profil des exportations cambodgiennes de produits présente deux grandes composantes: matières brutes (bois et caoutchouc) et vêtements. La première représente des exportations traditionnelles pour le Cambodge tandis que la deuxième représente une nouvelle industrie en plein essor au pays. Outre les vêtements, l'expansion des exportations de produits manufacturés de base s'est traduite par une hausse des exportations de produits en bois manufacturés.

c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?

Les politiques commerciales du Cambodge ont beaucoup changé ces 20 dernières années, tout comme son profil commercial. Entre 1979 et 1989, les politiques commerciales visaient à appuyer une économie socialiste dirigée. De plus, le développement industriel stagnait. Les pays du bloc soviétique représentaient les principaux partenaires commerciaux du Cambodge. Le commerce était

contrôlé par des restrictions quantitatives et des entreprises commerciales d'État. En outre, la propriété privée n'était pas autorisée. La transition vers une économie de marché a débuté en 1989 et s'est accélérée avec l'adoption, en 1993, de la nouvelle Constitution prévoyant une économie de marché et la formation du gouvernement royal du Cambodge.

Depuis 1993, la politique commerciale a pour objectifs d'établir un régime commercial libéral, d'intégrer encore plus le pays au système commercial de la région et au système commercial mondial (l'accession à l'ANASE et à l'OMC sont des éléments importants de cette stratégie), de promouvoir l'investissement, d'appuyer le développement des industries orientées vers l'exportation, d'accroître les possibilités d'emploi et de stimuler la croissance économique de manière à réduire la pauvreté. Les restrictions qui limitaient la capacité des entreprises et des particuliers d'exercer des activités commerciales à l'échelle internationale ont été levées. La protection tarifaire des branches de production en concurrence avec les importations n'était pas en général un objectif de la politique commerciale. Toutefois, les dépréciations marquées des monnaies des principaux partenaires commerciaux du Cambodge par rapport à la monnaie cambodgienne observées en 1997 et 1998 ont été contrées par des accroissements temporaires et limités de certains droits d'importation.

d) Quels sont les ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en œuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?

Les ministères et organismes qui suivent sont ceux qui s'occupent le plus directement des questions de politique commerciale: Ministère du commerce, Ministère de l'économie et des finances, Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie, Ministère de l'agriculture, Ministère de la planification, Banque nationale du Cambodge et Conseil pour le développement du Cambodge. La coordination interministérielle se fait au moyen de divers mécanismes formels et informels, dont le Conseil des ministres (chaque ministère y est représenté), divers groupes de travail sectoriels ou spécialisés, qui s'occupent de questions comme celles du commerce des services et des obstacles non tarifaires, une Unité nationale ZLEA, qui traite des questions liées à la zone de libre-échange de l'ANASE, un comité de coordination interministériel sur l'accession à l'OMC et d'autres organes spéciaux. La coordination interministérielle doit encore être renforcée si l'on veut améliorer la cohérence de la politique et éviter le chevauchement des fonctions entre les ministères.

Parmi ces ministères, le Ministère de l'économie et des finances a la responsabilité première de la politique budgétaire et de la politique financière, y compris les politiques fiscale, douanière et tarifaire; le Ministère du commerce s'occupe de la politique du commerce international (y compris la politique tarifaire) et est chargé de l'inscription des entreprises faisant des affaires au Cambodge; le Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie s'occupe de la politique industrielle; le Ministère de l'agriculture s'occupe de l'agriculture, des forêts et des pêches; le Ministère de la planification gère la planification du développement socioéconomique et les statistiques; la Banque nationale du Cambodge voit à la politique monétaire; le Conseil pour le développement du Cambodge sert de "guichet unique" pour l'investissement au Cambodge. Le Conseil pour le développement du Cambodge s'occupe de l'assistance internationale et de l'investissement public par l'entremise de sa Commission pour le rétablissement et le développement du Cambodge et administre l'investissement privé au Cambodge par l'entremise de sa Commission cambodgienne de l'investissement. Enfin, le Ministère de la santé est chargé de réglementer l'importation et la vente des médicaments et des produits pharmaceutiques.

e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?

De façon générale, le secteur privé et les institutions universitaires ne participent pas beaucoup à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale cambodgienne. Une exception notable à cet égard est l'Association des fabricants cambodgiens de vêtements que le Ministère du commerce consulte régulièrement en ce qui concerne les aspects de la politique commerciale touchant aux vêtements et aux textiles. Même s'il y a à Phnom Penh une Chambre de commerce ainsi qu'une faculté du commerce, une faculté des sciences économiques et une faculté de droit à l'intérieur du système universitaire, ces entités n'ont pas encore été engagées dans un dialogue avec le gouvernement sur les questions touchant à la politique commerciale. Il y a aussi à Phnom Penh trois instituts de recherche qui contribuent à des degrés divers au débat public sur les questions liées à la politique commerciale.

f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.

À part les diverses institutions nationales du gouvernement royal du Cambodge, peu d'institutions au niveau local peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre des projets liés au commerce. Le Ministère du commerce, le Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie et le Ministère de l'agriculture ont des bureaux dans les provinces et les municipalités et, selon la nature du projet, les instituts de recherche susmentionnés qui participent à des activités liées au commerce peuvent dans une certaine mesure jouer un rôle au niveau local. De nombreuses ONG ont l'expérience de la mise en œuvre de projets dans les provinces. De plus, des comités locaux de développement des villages ont été constitués dans bon nombre de provinces pour superviser la planification du développement à l'intérieur de leur localité. Des comités analogues existent aussi au niveau des districts dans certaines provinces. Leur capacité à jouer un rôle doit être évaluée individuellement pour chaque projet lié au commerce.

g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale – à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.

Le système de droit au Cambodge connaît une transition difficile et importante. Le but est de mettre en place un cadre juridique cohérent, transparent et prévisible qui appuiera le développement d'une économie de marché moderne. Même si d'importantes lois touchant à l'économie ont été adoptées depuis 1993, le cadre juridique présente toujours des lacunes importantes. Il a aussi été très difficile de mettre en œuvre et de faire appliquer adéquatement les lois pour plusieurs raisons dont, entre autres, le fait qu'elles ne sont pas bien comprises et les compétences généralement faibles des gens qui travaillent au sein du système de droit. Les lois et réglementations qui suivent touchent à la politique commerciale cambodgienne:

Loi sur les douanes: Le cadre juridique qui régit actuellement l'administration des douanes date de l'État du Cambodge³, et est très désuet. Un nouveau Code des douanes est en cours de rédaction, et de l'assistance est requise pour garantir qu'il répondra aux normes internationales en vigueur. Les réformes réalisées en 1993 ont créé un régime tarifaire en cascade à cinq tranches allant de 0 à 50 pour cent, qui couvre la très grande majorité des produits (quoiqu'un nombre limité de produits demeurent assujettis à d'autres taux). Les intrants destinés à la production nationale sont frappés d'un taux de droit de 7 pour cent, les biens d'équipement, d'un taux de 15 pour cent, les produits liés aux industries ayant un potentiel d'"industrie naissante", d'un taux de 35 pour cent, et certains biens de consommation-clés, d'un taux de 50 pour cent. La nomenclature tarifaire, qui est

³ L'État du Cambodge et son prédécesseur, la République populaire du Cambodge, administraient la majeure partie du territoire cambodgien entre 1980 et 1993.

conforme au Système harmonisé, est actuellement mise à jour de manière à correspondre à celle de l'ANASE et au SH de 1996.

1. Loi sur l'impôt (1997): En plus d'établir un système d'impôt sur le revenu transparent et bien défini, la loi de 1997 prévoit également une TVA qui devrait entrer en vigueur en 1999.
2. Loi sur l'inscription des sociétés (1995): Cette loi oblige toutes les entreprises, étrangères ou nationales, à s'inscrire auprès du Ministère du commerce.
3. Loi sur l'investissement (1994): Cette loi offre diverses incitations aux investisseurs nationaux et étrangers sur une base non discriminatoire, dont: un impôt sur le revenu des sociétés de 9 pour cent, des exonérations fiscales pendant une période pouvant aller jusqu'à huit ans, des exemptions totales des droits d'importation pour les projets orientés vers l'exportation (c'est-à-dire pour les entreprises qui exportent au moins 80 pour cent de leur production), le libre rapatriement des bénéficiaires, des garanties contre la nationalisation et le contrôle des prix, aucun impôt retenu à la source sur les dividendes et le report sur cinq ans des pertes. La loi définit également les procédures de base concernant l'approbation des investissements et le règlement des différends.
4. Sous-décret d'application de la Loi sur l'investissement (1998): Ce sous-décret définit plus en détail les procédures concernant les demandes d'investissement et l'approbation des investissements y compris les règles sur les frais de demande et les dépôts à faire, les études de faisabilité, la révocation des privilèges et des incitations à l'investissement, la formation de coentreprises et l'imposition. Le sous-décret contient également une liste plus détaillée des secteurs dans lesquels l'investissement est recherché et une matrice des critères pour les incitations.
5. Loi sur la Chambre de commerce (1995): En plus de créer une Chambre de commerce à Phnom Penh, la loi indique que cette dernière doit jouer un rôle dans le règlement des différends commerciaux, mais cela n'a pas été le cas jusqu'ici.

En outre, des projets de loi ont été déposés dans les domaines suivants: contrats, faillite, organisations commerciales, arbitrage, marques de fabrique ou de commerce, responsabilité du fabricant (préparés par le Ministère du commerce); établissement d'un tribunal commercial (préparé par le Ministère de la justice); code douanier et code concernant les assurances (préparés par le Ministère de l'économie et des finances); usines, administration des zones industrielles, brevets et dessins industriels (préparés par le Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie); droit d'auteur (préparé par le Ministère de la culture).

h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale – à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser.

Principaux instruments de la politique commerciale touchant les importations et les exportations au Cambodge:

- Droits de douane: Tel qu'il est mentionné plus haut, le tarif douanier actuellement en vigueur au Cambodge a été promulgué en 1993 et suit le Système harmonisé. Il y a cinq grandes tranches tarifaires qui couvrent la très grande majorité des produits (quoique techniquement il y en ait huit). Le taux maximal de 50 pour cent s'applique à certains produits de consommation. En fait, trois tranches tarifaires – 7, 15 et 35 pour cent – couvrent plus de 90 pour cent des lignes tarifaires. Tous les droits sont appliqués sur une base *ad valorem*. La moyenne pondérée des droits d'importation

s'établit à 16 pour cent (à 19 pour cent si l'or et l'argent sont exclus). Toutes les importations sont frappées d'une taxe à la consommation de 4 pour cent. En outre, certains produits (bière, vin et spiritueux, motocyclettes, cigarettes et pétrole) sont assujettis à des taxes à la consommation spéciales. Les mêmes taux d'imposition sont appliqués aux produits fabriqués au pays. Il n'y a pas de contingents tarifaires, et des exemptions de droits sont accordées à certaines catégories d'importateurs, notamment les missions diplomatiques, les projets admissibles à des exemptions des droits d'importation en vertu de la Loi sur l'investissement (il faut pour cela une autorisation écrite du Conseil pour le développement du Cambodge ou du Conseil des Ministres) et les bénéficiaires d'exemptions accordées au cas par cas. Aucune information fiable sur l'incidence de ces exemptions n'est disponible. L'évaluation en douane est fondée sur la valeur transactionnelle c.a.f. Pour toutes les importations ainsi couvertes, les agents des douanes doivent accepter la valeur déterminée à l'inspection avant expédition (voir ci-dessous).

- Inspection avant expédition: Depuis 1995, toutes les importations d'une valeur totale déclarée ou d'une valeur réelle de 5 000 dollars EU ou plus doivent faire l'objet d'une inspection avant expédition, à part les exceptions suivantes: pierres précieuses et métaux précieux, objets d'art, animaux vivants, explosifs, journaux/périodiques en cours, effets mobiliers et effets personnels et cigarettes (toutefois, il faut l'approbation du Ministère de l'économie et des finances). De plus, les entreprises exportatrices de vêtements sont exemptées sans limite des inspections avant expédition, tandis que les importations de tous les investisseurs approuvés par le Conseil pour le développement du Cambodge en sont exemptées temporairement.
- Restrictions à l'importation: En général, aucune licence d'importation n'est exigée (elles ont été abolies en 1993); seuls les produits suivants: armes, explosifs, munitions, machines militaires, or et argent (dont l'importation nécessite un permis de la Banque nationale du Cambodge), médicaments et substances toxiques sont soumis à des restrictions à l'importation.
- Prescriptions relatives à l'inscription: Toutes les entreprises commerciales actives au Cambodge doivent s'inscrire auprès du Ministère du commerce, qu'elles fassent ou non du commerce international. Les entreprises dont 51 pour cent ou plus des intérêts appartiennent à des Cambodgiens peuvent se livrer librement à toutes les activités d'exportation ou d'importation. Les entreprises qui appartiennent à des étrangers - c'est-à-dire celles dont moins de 51 pour cent des intérêts appartiennent à des Cambodgiens - ne peuvent pas se livrer à des activités purement commerciales, autrement dit, elles ne peuvent importer des produits aux seules fins de les revendre sans transformation. Les entreprises étrangères inscrites auprès du Ministère du commerce et du Conseil pour le développement du Cambodge peuvent se livrer aux activités d'importation et d'exportation requises par leur activité. Les bureaux de représentation ne peuvent se livrer à des activités commerciales. Si elles s'inscrivent auprès du Ministère du commerce, les succursales et les filiales des entreprises étrangères peuvent exercer des activités commerciales au Cambodge.
- Restrictions à l'exportation: Les exportateurs organisés en entreprises cambodgiennes peuvent exporter sans restriction, sauf les produits suivants: antiquités (absolument interdites), billes rondes (absolument interdites), et stupéfiants et substances toxiques (absolument interdits).
- Licences d'exportation: Le riz, le bois et les produits en bois sont assujettis à des prescriptions en matière de licences d'exportation.

- Programmes gouvernementaux d'assurance, de garanties et de crédit à l'exportation: Il n'y en a pas au Cambodge.
- Mesures sanitaires et phytosanitaires: Des licences délivrées par le Ministère de la santé sont requises pour les importations et la vente de médicaments. De plus, il faut faire certifier que les animaux vivants importés ont reçu les bons vaccins, et les plantes importées doivent être accompagnées d'un certificat phytosanitaire. Autrement, il n'y a normalement pas de restriction ou de prescription quarantenaire spéciale.
- Privatisation des entreprises d'État: Elle se poursuit depuis 1991. Un comité de privatisation interministériel dirigé par le Ministère de l'économie et des finances a été établi en juillet 1995 et chargé de dresser la liste des entreprises d'État restantes, d'élaborer des stratégies pour celles qui devraient être privatisées et des procédures pour surveiller le processus. Le comité a élaboré un programme de privatisation en septembre 1995. Sur les 157 entreprises d'État qui existaient à la fin des années 80, 99 ont été privatisées et une a fermé ses portes. D'après les plans actuels du comité interministériel, sur les 57 qui subsistent, 18 devraient être privatisées, cinq devraient être transformées en coentreprises, 17 devraient être fermées et 17 devraient demeurer des entreprises d'État.

i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou avez engagé la procédure d'accèsion, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?

Le Cambodge a déjà pris des mesures importantes en vue de la libéralisation du commerce et a éliminé, ce faisant, certaines caractéristiques de son régime commercial qui auraient suscité des préoccupations sur le plan des Accords de l'OMC. Par exemple, l'évaluation en douane se fait maintenant normalement d'après les factures présentées et non pas d'après une liste de prix indicatifs, les restrictions quantitatives à l'importation ont été abolies, les licences d'importation sont limitées à la liste habituelle des produits sensibles et ne visent pas à restreindre le volume des importations, le Cambodge n'a plus d'entreprise commerciale d'État au sens de l'article XVII du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord de l'OMC sur l'interprétation de cet article, les subventions au secteur agricole ont été interrompues, la politique fiscale a été réformée de manière à obéir au principe du traitement national, toutes les mesures touchant au commerce des marchandises sont appliquées sur une base NPF, etc.

Le Cambodge est en train de mettre en place le cadre juridique nécessaire à une économie de marché. Ce faisant, il acquiert la capacité de s'acquitter des obligations qu'il contractera quand il deviendra Membre de l'OMC. Par exemple, un projet de loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce est en cours de rédaction au Ministère du commerce et un projet de loi touchant aux autres aspects de la protection des droits de propriété intellectuelle est lui aussi en cours de rédaction dans d'autres ministères.

j) Le cadre de l'OMC est-il familier: aux institutions gouvernementales et paragouvernementales? au secteur privé?

La connaissance du cadre de l'OMC est encore rudimentaire. Quelques fonctionnaires du Ministère du commerce ont reçu une formation répétée de l'OMC et d'autres organisations. Des fonctionnaires de nombreux autres ministères ont reçu une formation lors d'un séminaire national donné récemment par l'OMC. Il s'agit des fonctionnaires qui s'occupent en ce moment de préparer l'aide-mémoire requis en vue de l'accèsion du pays à l'OMC. Aussi quelques fonctionnaires à l'extérieur du Ministère du commerce ont-ils déjà un premier contact avec les aspects du cadre de l'OMC qui relèvent de leur compétence.

Les instituts de recherche privés à vocation économique se sont jusqu'ici concentrés sur les répercussions sur le Cambodge de l'adhésion à l'ANASE, qui, au cours des deux dernières années, a été le principal sujet de débat public dans le domaine du commerce.

Dans le secteur des entreprises, les exportateurs de produits manufacturés sont généralement bien au courant des questions de l'OMC touchant à leurs activités. Par exemple, les exportateurs de vêtements, qui sont tous des investisseurs étrangers, sont familiers avec l'Accord sur les textiles et les vêtements. Rien n'indique que les petits exportateurs, les exportateurs de produits primaires et les importateurs connaissent bien l'OMC.

k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?

Les besoins d'assistance technique sont concentrés dans deux domaines: le processus d'accession à l'OMC et la création d'un cadre juridique satisfaisant.

Le Cambodge a besoin de soutien immédiat en ce qui concerne le processus d'accession (ce qui inclurait de l'aide relativement aux modalités mêmes de l'accession: préparation de l'aide-mémoire du pays, conseils sur les stratégies de négociations, etc.); d'une familiarisation et d'une formation plus poussées à l'intention de divers auditeurs et d'assistance en cas d'éventuels problèmes de conformité.

Il a aussi besoin de soutien immédiat pour la rédaction des lois afférentes à une économie de marché et, notamment, qui soient conformes aux obligations découlant de l'OMC. Ce soutien doit être complété par une assistance visant à faciliter la mise en œuvre et l'application promptes de ces lois.

l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique?

Le Cambodge a besoin d'assistance dans les domaines spécifiques suivants: Accord sur les textiles et les vêtements, accès aux marchés, règles d'origine, sauvegardes et services (initialement en ce qui concerne le choix des secteurs dans lesquels faire une offre d'accès aux marchés), normes techniques, protection des brevets et des droits d'auteur.

m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de la concurrence et le commerce et l'environnement?

La capacité d'analyse de la politique commerciale n'est pas suffisamment grande ni suffisamment répandue au sein du gouvernement. Il faut une formation plus poussée dans un certain nombre de domaines, notamment pour ce qui est des liens entre la politique commerciale et les politiques industrielles et entre la politique commerciale et la politique en matière de recettes publiques. Les liens entre des concepts comme l'avantage comparatif et la protection effective et les politiques commerciales et industrielles doivent être compris d'un plus grand nombre de personnes. De même, des techniques d'évaluation des conséquences sur le plan des recettes des réductions tarifaires, sur une base tant préférentielle que NPF, doivent être élaborées. Les techniques visant à traiter les données brutes relatives au commerce produites par les douanes et à présenter ces données d'une façon qui permette de les utiliser pour élaborer des politiques commerciales font défaut et font l'objet d'un besoin pressant. En raison des liens entre la politique commerciale et d'autres aspects de la politique économique, le pays a besoin d'aide pour créer les mécanismes qui lui permettront de mieux coordonner les politiques des divers organismes et ministères à vocation économique. Parallèlement, le pays a absolument besoin d'aide pour renforcer la capacité des mécanismes

institutionnels existants de s'occuper de la politique commerciale. Par exemple, une unité nationale ZLEA a déjà été créée en prévision de la ZLEA et de sa mise en œuvre une fois que le Cambodge sera devenu membre de l'ANASE. Toutefois, peu de membres de l'Unité ont les connaissances et l'expérience nécessaires pour répertorier les obstacles non tarifaires (ONT) et surveiller l'élimination des ONT indûment obstructifs, une prescription de la ZLEA. Une formation sur les ONT serait très utile. Ce n'est qu'un exemple du genre de formation nécessaire pour constituer des organismes interministériels et des mécanismes institutionnels liés au commerce. Des études sectorielles et des évaluations des besoins visant les secteurs-clés de l'économie cambodgienne seraient aussi très utiles. Ces secteurs pourraient inclure l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, le secteur informel et le secteur des services, en particulier en ce qui concerne les politiques à mettre en œuvre dans le contexte d'une accession éventuelle à l'OMC et à l'ANASE.

L'information sur les services n'est souvent pas disponible et la capacité d'analyser les questions touchant aux services dans l'optique de l'OMC n'a pas été développée.

Le Cambodge n'a pas de capacité d'analyse dans les domaines de la politique de la concurrence et du commerce et de l'environnement.

Des capacités en matière de négociation dans un cadre bilatéral existent au niveau supérieur, mais le pays n'a aucune expérience des négociations multilatérales.

n) Comment votre pays se prépare-t-il à l'adhésion à l'ANASE?

Depuis 1996, le Cambodge se prépare activement à intégrer l'ANASE. Des organismes et des mécanismes institutionnels ayant des responsabilités spécifiques à l'égard des questions de l'ANASE ont été établis, notamment des services ANASE dans les ministères-clés comme ceux des finances et du commerce et des organes interministériels comme l'Unité nationale ZLEA. Les services ANASE créés dans les trois principaux ministères ont obtenu des ressources budgétaires limitées en 1997 pour les préparatifs en vue de l'adhésion à l'ANASE. Des fonctionnaires de ces entités ont reçu des cours d'orientation sur l'ANASE et une formation d'initiation sur la ZLEA, la coopération dans le domaine des services et la réforme du droit commercial. Au milieu de 1997, le Conseil des ministres a déposé officiellement une série de 21 accords de l'ANASE devant l'Assemblée nationale pour l'approbation d'un instrument d'accession en prévision de l'entrée du pays dans l'ANASE. L'Assemblée nationale n'a pas encore pris de mesures en ce qui concerne ces accords.

L'Unité nationale ZLEA a dressé en juillet 1997 un premier projet de Liste d'inclusion que le pays soumettra dans le cadre de la ZLEA/du TPEC. Elle songe actuellement à revoir cette liste et s'emploie à dresser provisoirement la Liste d'inclusion temporaire, la Liste des produits sensibles et la Liste d'exceptions générales. L'Unité nationale ZLEA a aussi pris connaissance des résultats d'une évaluation macro-économique initiale des répercussions de la ZLEA sur le Cambodge réalisée par deux consultants de l'extérieur. De plus, comme il a été mentionné plus haut, le Ministère de l'économie et des finances est en train de rédiger un projet de nouveau code douanier et de mettre à jour la nomenclature tarifaire cambodgienne. Un groupe de travail interministériel informel a aussi dressé une liste initiale des obstacles non tarifaires qui sera soumise à l'examen et aux commentaires du Secrétariat de l'ANASE.

Plusieurs activités ont été menées en vue de renseigner les fonctionnaires et le public sur l'ANASE et sur les répercussions de l'adhésion du pays à l'ANASE, dont, entre autres, la tenue de deux débats publics sur l'ANASE (devant des auditoires en salle et à la télévision nationale) et la publication de livres en khmer sur l'ANASE destinés à être diffusés parmi les fonctionnaires ainsi que dans les universités et auprès du public. Un de ces livres inclut les premières traductions en khmer des principaux accords de l'ANASE. Ce livre servira à l'Assemblée nationale quand elle débatera de l'adhésion du pays à ces accords.

La plupart de ces préparatifs ont été financés dans le cadre du volet Adhésion du Cambodge à l'ANASE du PNUD, projet qui devrait prendre fin en juillet 1998 (principalement pour des raisons budgétaires). Deux instituts de recherche ont également organisé divers événements et conférences liés à l'intégration du Cambodge à l'ANASE. Actuellement, aucun donateur ne s'est engagé à lancer au pays un programme à long terme d'assistance liée à l'ANASE, malgré que ce genre d'aide se soit avéré très efficace (et très rentable par rapport au coût) et très utile puisque le Cambodge se prépare à intégrer l'ANASE.

o) Le cadre de l'ANASE est-il familier: aux institutions gouvernementales et paragouvernementales? au secteur privé?

Il y a un noyau relativement petit de fonctionnaires qui connaissent bien l'histoire, la structure et le cadre coopératif de l'ANASE; ces fonctionnaires se trouvent en grande partie au Ministère des affaires étrangères, au Ministère de l'économie et des finances et au Ministère du commerce. S'agissant des questions techniques - en particulier pour ce qui est des initiatives économiques de l'ANASE - le nombre de fonctionnaires qui comprennent parfaitement bien la substance, les exigences et la direction de ces questions est encore plus restreint. Par exemple, il pourrait y avoir aussi peu que quatre à six fonctionnaires qui comprennent bien la ZLEA et ce que suppose sa mise en œuvre. Au sein des divers ministères d'exécution, la connaissance de l'ANASE est très limitée, même parmi les fonctionnaires désignés comme personnes-ressources pour l'ANASE dans les ministères. Il est clair qu'un programme de formation global continu, en particulier sur les questions économiques, sera requis à moyen terme.

Quelques instituts de recherche indépendants ont une certaine expérience de l'ANASE et ont organisé des activités très diverses liées à l'ANASE, notamment des ateliers, des conférences et des publications sur des sujets touchant l'ANASE à l'intention des fonctionnaires, du secteur privé et d'autres entités telles que les universités. Quoique souvent très instructives, ces activités n'abordent en général pas la coopération au sein de l'ANASE à un niveau technique ou opérationnel, se concentrant plutôt sur les grandes questions de politique et d'orientation au sein de l'ANASE et leurs répercussions sur le Cambodge.

Le secteur privé a une expérience très limitée de l'ANASE de sorte qu'il connaît en général assez peu cette organisation. Les représentants du secteur privé qui ont participé au deuxième débat public susmentionné ou qui ont regardé les débats à la télévision ont ainsi reçu une certaine information de base sur l'ANASE. Toutefois, aucun ensemble d'activités soutenues n'a été élaboré pour vraiment engager le secteur privé cambodgien dans le dialogue sur l'ANASE au Cambodge ni pour vraiment l'aider à comprendre certaines des répercussions commerciales de la coopération au sein de l'ANASE.

p) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour vous conformer aux accords de l'ANASE?

Comme le Cambodge ne fait pas actuellement partie de l'ANASE, il a des besoins immédiats d'assistance technique d'ici son entrée dans l'ANASE, et il aura des besoins d'assistance technique vitaux dans la période qui suivra immédiatement son entrée, sans compter d'importants besoins de soutien à moyen terme. En ce qui concerne la conformité avec les accords de l'ANASE, les besoins d'assistance technique incluraient de la formation et des conseils dans les domaines suivants: procédures douanières (y compris l'application systématique des règlements), application dans les règles de la nomenclature tarifaire, règles d'origine, systèmes d'évaluation, obstacles non tarifaires (ONT), propriété intellectuelle, initiatives de l'ANASE touchant à la coopération dans le domaine de l'investissement et application des accords de l'ANASE sur les services y compris les secteurs-clés comme celui des services financiers. La définition de l'approche à prendre au sein de l'ANASE à l'égard des services pose des difficultés.

Le Cambodge a un besoin d'assistance technique vital immédiat en ce qui concerne les implications juridiques des négociations relatives aux accords de l'ANASE, de l'adhésion à ces accords et de leur mise en œuvre. Même si chacun des trois principaux ministères qui s'occupent de l'intégration à l'ANASE - Ministère des affaires étrangères, Ministère de l'économie et des finances et Ministère du commerce - ont un service juridique, la capacité juridique des fonctionnaires est particulièrement limitée et aucun fonctionnaire n'a ni l'expérience ni la formation nécessaires pour conseiller ces ministères sur les implications juridiques de leur travail à l'égard de l'ANASE. Cela met le Cambodge dans une situation très difficile pour ce qui est des négociations relatives aux nombreux accords de l'ANASE auxquels il va adhérer ou qu'il va ratifier prochainement et pour ce qui est de l'observation de ces accords. Pour résumer, les besoins sont grands en ce qui a trait à la création d'un cadre juridique compatible avec les obligations qui incombent à un membre de l'ANASE.

Les besoins d'assistance technique incluent également de la formation et des conseils relativement aux modalités mêmes de l'adhésion aux accords de l'ANASE et de la mise en œuvre de ces accords, soit, notamment, dans les domaines suivants: rédaction des aide-mémoire et des exposés de principes, réalisation des évaluations juridiques, élaboration des stratégies de négociation et préparatifs en vue des négociations, et règlement des différends. Une formation et une initiation relatives aux questions de conformité avec les accords plus techniques de l'ANASE seront également nécessaires.

q) Dans quels domaines spécifiques des accords de l'ANASE avez-vous besoin d'une assistance technique?

En ce qui concerne la plupart des accords de l'ANASE, une aide à l'analyse au niveau national des exigences, des engagements et de la mise en œuvre est requise. À ce propos, une aide pour la compréhension des implications juridiques de l'adhésion aux divers accords de l'ANASE - par exemple, de la façon dont la législation intérieure devra être réformée - serait bénéfique.

Concernant l'Accord de l'ANASE instituant la ZLEA/le TPEC, une formation et d'autres formes d'assistance sont requises pour faire en sorte que les modalités d'application de cet accord - par exemple, établissement d'un système "voie verte", application des règles d'origine de l'ANASE et procédures d'élimination des ONT - sont bien comprises.

En outre, il est impérieux pour le Cambodge d'évaluer les répercussions sectorielles de la ZLEA. Pour faire suite à l'évaluation macro-économique initiale qui a été réalisée, des études sectorielles doivent être menées pour aider à mieux comprendre les possibilités et l'incidence éventuelle de la ZLEA dans les domaines suivants: agriculture, petite et moyenne entreprise, industrie, investissement (compte tenu en particulier de la création par l'ANASE de la zone d'investissement de l'ANASE), secteurs informels et industrie légère. Il faut également des évaluations plus approfondies de la façon de dresser les listes de produits qui seront soumises par le Cambodge dans le cadre du TPEC de manière à maximiser la croissance des exportations, à promouvoir le développement industriel et à garantir des recettes adéquates. De plus, l'incidence éventuelle de la ZLEA sur l'emploi au Cambodge est un autre point-clé qui jusqu'ici a retenu peu d'attention ou fait l'objet de peu d'études malgré son importance pour la réalisation d'un des grands objectifs du Cambodge en matière de développement, à savoir la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, aucune étude sérieuse n'a été réalisée sur les répercussions de la ZLEA sur le plan des recettes budgétaires et de la balance des paiements. Pour comprendre les gains à obtenir éventuellement sur le plan de l'accès aux marchés, il importe aussi que les listes TPEC tiennent compte des listes TPEC des autres membres de l'ANASE vers lesquels le Cambodge espère accroître ses exportations de certains produits. Le Cambodge bénéficierait d'une assistance qui l'aiderait à mener une étude portant sur les liens entre les listes TPEC qu'il pourrait dresser, l'accès aux marchés et le potentiel d'exportation de certains produits.

En ce qui concerne l'investissement et la propriété intellectuelle, une meilleure compréhension conceptuelle de ces domaines est nécessaire, y compris la terminologie de base, les options et les solutions en matière de politique à adopter et les implications pratiques (réglementaires ou opérationnelles). En ce qui concerne les services, une formation axée sur les sept secteurs de services-clés pour la coopération intra-ANASE, sur la formulation et l'évaluation des régimes régissant les services et des renseignements connexes et sur les négociations dans le domaine des services serait très utile. En outre, une formation sur le Mécanisme de règlement des différends de l'ANASE aiderait à familiariser les fonctionnaires avec ce nouvel accord.

r) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations dans des domaines déjà couverts par les accords de l'ANASE?

Étant donné l'expérience très limitée que les fonctionnaires cambodgiens ont des négociations internationales, en particulier dans le domaine du commerce et de la coopération économique, les capacités actuelles en matière de négociations sont très faibles chez les fonctionnaires. Cela vaut en particulier dans le cas des négociations multilatérales comme celles menées par l'ANASE. Cette situation est aggravée par le fait que les données économiques et commerciales pertinentes peuvent être difficiles à obtenir et que peu de fonctionnaires ont été entraînés à faire de l'analyse commerciale et à utiliser de telles données pour formuler des stratégies et mener des négociations commerciales. En général, les capacités de traiter des questions techniques - tant au chapitre de la compréhension de base que de l'analyse des politiques et des données et des négociations - doivent être grandement renforcées dans presque tous les domaines de la coopération au sein de l'ANASE.

B. OBSTACLES À L'EXPANSION DU COMMERCE

Contraintes de l'offre, y compris les blocages institutionnels

a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services?

Le Cambodge est confronté à de nombreux problèmes qui bloquent le développement d'une capacité d'exportation soutenue. Ces contraintes se divisent en deux catégories: 1) celles qui sont liées au secteur privé et 2) celles qui sont davantage d'ordre gouvernemental. De toute évidence, le principal obstacle au développement des exportations (et au développement du Cambodge en général) est la faiblesse des compétences et des ressources humaines; cette contrainte s'applique aussi bien au secteur public qu'au secteur privé. Par conséquent, trop peu de gens ont une solide formation scolaire et une grande expérience, les taux d'analphabétisme sont élevés, les compétences professionnelles font défaut et les systèmes d'éducation formelle et informelle sont faibles.

Les contraintes imputables au gouvernement incluraient le manque d'infrastructure matérielle au Cambodge. Le réseau routier, le système d'alimentation électrique, le système d'alimentation en eau et le système de télécommunications sont relativement faibles. Les coûts de transport, d'électricité et de communication sont tous élevés selon les normes internationales. Le port de Sihanoukville, situé sur le golfe de Thaïlande, est relié par une route asphaltée à la capitale, Phnom Penh, qui possède elle aussi des installations portuaires sur le Tonlé Sap et un port sec situé à 10 kilomètres. Les autres routes reliant les principales villes du Cambodge et les points de passage frontalier sont en mauvais état. De plus, le Cambodge possède sur le Mékong un terminal pétrolier, contrôlé par le Service de l'accise.

Les autres contraintes publiques qui nuisent au développement de la capacité d'exportation comprennent: i) les problèmes de coopération et de coordination institutionnelles entre les ministères et les organismes publics qui s'occupent de commerce; ii) les problèmes liés à l'administration des douanes et de l'impôt (ce point a été signalé par le secteur privé); iii) des problèmes permanents de sécurité; iv) un cadre juridique incomplet et la difficulté de faire appliquer les lois; v) une capacité

inadéquate de promouvoir le développement du secteur industriel et d'attirer l'investissement étranger direct. Tous ces problèmes ont été expressément signalés par le secteur privé. Le gouvernement s'efforce de relâcher les contraintes qui sont de son ressort.

Les contraintes imputables au secteur privé incluent: i) le manque de gestion de la qualité; ii) le manque d'accès à des renseignements à jour sur le commerce et les marchés venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du Cambodge; iii) le manque d'accès à des communications modernes pour la plupart des Cambodgiens vivant à l'extérieur de la capitale (80 pour cent de la population du pays vit à la campagne); iv) la rareté et le coût prohibitif du crédit venant du secteur financier, en particulier dans le cas des entreprises et des industries rurales ou de petite taille; vi) le manque de renseignements et de services de soutien à la commercialisation des produits.

b) Y a-t-il des blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services, les associations professionnelles et les ministères? Les problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants: ressources humaines, gestion de l'institution, ressources financières et matérielles, et communication?

Il y a trois grandes contraintes institutionnelles qui nuisent à la bonne conduite de la politique commerciale au Cambodge: i) le manque de vigueur, de cohérence, de transparence et de régularisation de la coordination et de la communication entre les ministères et organismes; ii) le faible niveau des compétences des fonctionnaires; et iii) les diverses lacunes au niveau de la facilitation des échanges commerciaux.

Les fonctionnaires chargés d'établir et de mettre en œuvre les politiques commerciales n'ont pas l'expérience, la formation ni les compétences suffisantes pour bien s'acquitter de leurs tâches et souvent même ne comprennent pas leur rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques commerciales. Les besoins de formation des fonctionnaires sont énormes et nécessitent la mise au point d'un programme de formation global et systématique conçu pour les principaux ministères qui s'occupent de la politique commerciale. À cause d'un manque de coordination solide entre les ministères, il arrive souvent que le processus d'élaboration des politiques ne soit pas tout à fait cohérent, informé, ni uniforme. En outre, la structure organisationnelle de certains ministères est inefficace, ce qui fait que ceux-ci ne sont pas parfaitement adaptés au rôle qu'ils ont à jouer dans une économie de marché. Le manque de ressources financières et matérielles adéquates au gouvernement ne fait qu'aggraver ces problèmes. Les ressources publiques dont les ministères disposent actuellement pour verser un salaire acceptable aux fonctionnaires, pour donner à ceux-ci des possibilités de formation adéquates et des fournitures et du matériel afin de leur permettre d'accomplir leurs tâches quotidiennes (y compris du matériel de communication efficace, fiable et suffisant pour faciliter les contacts entre les institutions publiques et les gens de l'extérieur) sont insuffisantes. À moyen terme, il est à prévoir que le gouvernement aura du mal à générer le revenu intérieur suffisant pour financer un tel développement des ressources humaines, pour créer des institutions et renforcer celles qui existent déjà, pour améliorer l'infrastructure et pour mener des activités de promotion et de facilitation du commerce. Tout cela ne fait que souligner le lien crucial qui existe entre le commerce, le développement et l'investissement au Cambodge.

c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?

Les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations sont de même nature que les obstacles au développement d'une capacité d'exportation mentionnés en a) et b) ci-dessus. Ils incluent une main-d'œuvre inexpérimentée et non qualifiée, des niveaux de capitalisation faible, un accès limité au crédit, à la technologie et à l'information sur les marchés, un cadre juridique incomplet, une infrastructure matérielle insuffisante, un système de normes de sécurité et d'assurance

de la qualité technique inadéquat, des coûts de l'énergie et des communications élevés et une faible capacité à promouvoir le développement industriel et à attirer l'investissement étranger direct. Nombre de ces blocages deviennent particulièrement graves en milieu rural et donc pèsent particulièrement lourdement sur le développement de la production destinée à l'exportation dans les régions rurales. Comme le montre cette liste de contraintes, le développement et la diversification des exportations cambodgiennes nécessiteront d'importants investissements publics et privés au Cambodge. À court et à moyen terme, le gros de cet investissement devra venir de l'étranger.

d) Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser.

Les principales raisons de l'insuffisance des investissements au Cambodge se trouvent au nombre des points susmentionnés, à savoir: problèmes de sécurité et instabilité politique perçue, cadre juridique incomplet (y compris un régime foncier juridiquement incertain), ressources humaines faibles, infrastructure matérielle insuffisante, technologie désuète, développement des entreprises limité, difficulté à respecter des normes de qualité, coûts élevés de l'énergie et des communications, difficulté à rendre transparent et cohérent le processus de décision au gouvernement, secteur financier faible.

e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?

Le Cambodge a une politique de promotion des possibilités d'investissement lié à l'exportation qui est mise en œuvre par sa Loi sur l'investissement. Tel qu'il a été mentionné précédemment, la Loi sur l'investissement offre des incitations appréciables aux investisseurs dans les projets orientés vers l'exportation (c'est-à-dire les projets qui exporteront au moins 80 pour cent de leur production). Le plus souvent, les arrangements contractuels et autres conclus avec les investisseurs étrangers passent par la Commission cambodgienne de l'investissement, qui relève du Conseil pour le développement du Cambodge, quoique dans certains projets d'investissement étranger bien précis, des ministères et le Conseil des ministres soient directement engagés dans la négociation et l'élaboration des arrangements.

f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.

Un des plus gros problèmes qui font que le Cambodge a du mal à attirer et à acquérir des technologies est le peu de ressources humaines capables d'utiliser et d'appliquer les nouvelles technologies. Le Cambodge n'a pas de politique ni de stratégie officielle en matière de transfert de technologie.

g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?

Les besoins d'assistance technique en ce qui concerne les mesures à prendre pour atténuer les contraintes imposées par l'offre sont importants.

L'élaboration des stratégies de promotion du développement industriel appropriées nécessite de l'aide, notamment, pour l'accomplissement des tâches suivantes: rédaction des projets de loi, de décret et de règlement d'application des stratégies appropriées adoptées; élaboration de programmes concrets de construction et de gestion de parcs industriels et mise sur pied d'une administration des zones industrielles; élaboration de politiques appropriées de promotion des petites et moyennes entreprises et traduction de ces politiques en lois et règlements; élaboration d'une stratégie visant à

promouvoir l'esprit d'entreprise et sa concrétisation; élaboration de programmes spécifiques visant à encourager la production agricole à petite et à moyenne échelle destinée à l'exportation; renforcement des capacités en matière d'établissement de normes industrielles et création d'un institut de normalisation industrielle; mise en place de régimes de certification ISO 9000 et ISO 14000.

Le Cambodge a également besoin d'assistance pour développer l'infrastructure essentielle. S'agissant de l'énergie, le pays a besoin d'aide pour planifier le développement énergétique de base et gérer les projets énergétiques. Il a aussi besoin d'aide pour mettre en place des stratégies, des institutions et des mécanismes dans le domaine de la gestion des ressources pétrolières. La formation devrait être un élément important de cette assistance. S'agissant des transports, une assistance est requise pour l'établissement d'un cadre réglementaire et juridique approprié et conforme aux principes internationaux, en vue de l'adhésion aux conventions internationales appropriées dans le domaine de la facilitation du transport et du transit, en vue de la négociation d'accords de transit bilatéraux et sous-régionaux et en vue de la simplification des procédures et des documents à produire et de la facilitation des formalités relatives au transport. S'agissant des télécommunications, il y a un besoin de formation dans les domaines des compétences en gestion, de la réglementation internationale et des nouvelles technologies des télécommunications.

Une assistance pour la réalisation d'un examen complet de la politique en matière d'investissement et des mécanismes et de l'administration dans ce domaine serait très utile. Le Conseil pour le développement du Cambodge a besoin d'assistance pour évaluer l'efficacité des politiques en vigueur, pour mettre au point des systèmes d'information permettant de surveiller les activités liées à l'investissement et l'utilisation des incitations, et pour améliorer ses capacités d'attirer des investissements, y compris celle de repérer les possibilités d'investissement qui se présentent au Cambodge.

Enfin, de l'aide est requise pour mettre en place les mécanismes susceptibles d'améliorer la coordination et la coopération entre les ministères et les organismes qui s'occupent de politique économique, en particulier de la politique commerciale. Parallèlement à ce besoin, il faut développer les ressources humaines, de manière à ce que les liens entre les divers aspects de la politique économique et de la politique commerciale soient mieux compris et mieux évalués.

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

h)-p) À l'exception de celles qui appartiennent en tout ou en partie à des intérêts étrangers, les entreprises cambodgiennes, particulièrement les petites et les moyennes, éprouvent toutes sortes de difficultés à entrer sur les marchés d'exportation et à accroître leurs exportations. La connaissance des sources d'information et de données modernes est faible et parfois inexistante. Les petites et les moyennes entreprises sont incapables de s'informer par elles-mêmes des exigences en matière de conception et de qualité des marchés étrangers. Les activités liées au financement du commerce international menées par les banques cambodgiennes se limitent en général au paiement, au recouvrement et aux lettres de crédit. Il n'est pas facile d'obtenir du financement des banques cambodgiennes, que ce soit avant ou après expédition. Le secteur de l'assurance n'est pas bien développé, et les usines et le transport des marchandises à l'intérieur du Cambodge sont rarement assurés. Le dédouanement est souvent très long, ce qui n'aide pas les entreprises qui doivent importer des intrants à observer leurs calendriers de production et à respecter les dates de livraison exigées par leurs clients à l'étranger.

Le gouvernement cambodgien commence à peine à jouer un rôle dans la promotion des échanges commerciaux et les services de soutien. Actuellement, ses activités dans ce domaine ne sont pas très efficaces. Le Ministère du commerce a établi récemment un service de promotion du commerce, mais celui-ci n'est pas encore opérationnel. Le développement de mécanismes efficaces et des compétences des fonctionnaires au chapitre de la promotion du commerce et des services de soutien au commerce est manifestement pour le Cambodge un domaine très important où les besoins

sont grands. Jusqu'ici, la Chambre de commerce de Phnom Penh n'a pas activement fait la promotion du commerce auprès de ses membres ni de l'ensemble du secteur cambodgien en général.

q) De l'aide est requise à tous les niveaux de la création d'un mécanisme efficace de promotion des exportations, y compris en ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie de promotion des exportations, l'établissement et la gestion des bases de données nationales et internationales nécessaires et la formation sur les techniques d'organisation d'une foire commerciale. Une attention particulière doit être accordée à la promotion des exportations des petites et moyennes entreprises.

Le pays a aussi besoin d'aide pour finir de mettre en place le cadre réglementaire et juridique approprié pour le secteur financier. Une formation sur le financement du commerce extérieur et les assurances dans ce domaine est requise aussi bien dans le secteur privé que chez les fonctionnaires (en particulier chez ceux qui s'occupent de promouvoir les exportations). Le pays a besoin d'aide pour mettre en place les bons mécanismes qui lui permettront de surveiller la mise en œuvre de la législation à venir sur les assurances.

Dans le domaine des renseignements commerciaux, une formation en commercialisation internationale est requise aussi bien pour ceux qui s'occupent de la promotion des exportations que pour les associations de commerçants privés. De l'aide est également nécessaire pour la mise en place d'un pôle commercial dont le rôle sera de faciliter les échanges de renseignements dont ont besoin les exportateurs et les importateurs.

Une assistance est requise pour mettre en place des procédures douanières plus efficaces, et permettre ainsi au Cambodge de profiter pleinement du Système automatique de traitement des données douanières SYDONIA. En plus de faciliter les procédures de dédouanement pour les commerçants, l'automatisation aidera le Service des douanes à produire en temps opportun des données commerciales et améliorera le recouvrement des recettes.

Accès aux marchés

r) **Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?**

Les problèmes d'accès aux marchés sont typiques: le Cambodge se heurte à des restrictions importantes à l'étranger (effectives et potentielles) dans les secteurs où il a des capacités sur le plan de l'offre, tandis que, dans les secteurs où les restrictions sont inexistantes ou moins grandes, il n'a, à part quelques exceptions, pas de capacités sur le plan de l'offre.

L'analyse de l'accès aux marchés est difficile du fait que le gros des exportations du Cambodge est destiné à Singapour et à la Thaïlande. Dans les deux cas, on estime qu'une grande proportion des importations en provenance du Cambodge sont revendues à des pays tiers. Les Cambodgiens ne connaissent donc pas toujours la véritable destination de leurs exportations.

Les obstacles dressés sur les marchés vers lesquels le Cambodge exporte posent des problèmes. Ceux-ci sont analysés plus en détail dans la prochaine section. Mais les problèmes d'accès aux marchés prennent aussi la forme d'une méconnaissance des marchés. Par exemple, le Cambodge exporte très peu vers le Japon, la Chine et l'Australie et les produits qu'il exporte vers ces pays se composent principalement de matières premières non transformées. Les techniques qui lui permettraient de combler cette lacune et de repérer les marchés éventuels restent à développer.

s) **Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?**

Les exportations cambodgiennes de produits manufacturés se composent surtout de vêtements. L'industrie cambodgienne du vêtement n'a que trois ans. Le Canada impose depuis 1995 des contingents sur les exportations cambodgiennes de vêtements. En 1998, les États-Unis ont imposé un contingent sur les exportations cambodgiennes de gants. Il n'y a pas de restrictions quantitatives sur les autres marchés.

Malgré la croissance rapide des exportations de vêtements vers les États-Unis, les États membres de l'Union européenne demeurent le marché le plus important pour les vêtements cambodgiens. Rien n'indique que l'UE entend imposer des restrictions sur une partie quelconque de ces exportations dans un proche avenir.

Le Cambodge n'était pas partie à l'Arrangement multifibres et n'est pas Membre de l'OMC. Il ne dispose donc pas d'un cadre convenu à l'intérieur duquel il pourrait engager des discussions avec ses partenaires commerciaux sur les exportations de vêtements. Les autorités cambodgiennes considèrent cette situation comme un problème important.

Le Ministère du commerce se soucie de garantir que les vêtements dits "cambodgiens" entrant sur les marchés étrangers sont bien d'origine cambodgienne. Il a pris des mesures récemment pour revoir les procédures de délivrance des certificats d'origine pour rendre les transactions illégales plus difficiles et pour alléger le fardeau que l'obligation d'obtenir ces certificats représente pour l'industrie. Il a reçu de l'assistance technique de la CESAP à cet égard. L'administration du commerce des vêtements, qui est en pleine croissance au Cambodge, demeure un défi de taille pour les autorités cambodgiennes.

t) **Arrangements commerciaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Êtes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?**

Le Cambodge participe aux travaux de plusieurs instances régionales et sous-régionales liées au commerce dont la sous-région du Mékong supérieur (initiative soutenue par la BAD), la Commission du Mékong et le Groupe de travail CLMV (soutenu par le Japon). Plus important encore, le Cambodge espère devenir membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en 1998. À cet égard, il a engagé des efforts et des ressources importantes dans les préparatifs en vue de cette adhésion (voir plus haut).

u) **Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.**

Les problèmes inhérents à l'utilisation du SGP tiennent au fait que les vêtements constituent le principal produit manufacturé exporté par le Cambodge.

Le régime SGP des États-Unis ne vise pas les vêtements.

Le régime SGP de l'UE vise les vêtements, mais contient des prescriptions en matière d'origine auxquelles le Cambodge ne peut pas satisfaire. En septembre 1997, la CE a accordé une dérogation à ces prescriptions en matière d'origine qui permet de considérer les tissus fabriqués dans un certain nombre de pays voisins comme des produits cambodgiens aux fins de la détermination de l'origine des vêtements fabriqués au Cambodge. Toutefois, les exportations cambodgiennes visées par la dérogation sont soumises à des limites quantitatives correspondant à peu près au niveau des

exportations passées. L'accès au SGP ne générera donc pas en soi un accroissement des exportations des marchandises actuellement exportées. En outre, la dérogation expire à la fin de 1998. Il est donc peu probable qu'elle influe sur l'investissement dans l'industrie cambodgienne du vêtement. Jusqu'ici, l'industrie cambodgienne s'est assez peu prévaluée de cette dérogation.

Les autorités cambodgiennes ne sont pas familières avec le SGPC.

v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?

Le Cambodge a besoin d'assistance continue pour la gestion de ses échanges commerciaux de vêtements.

Les autres besoins d'assistance technique se trouvent dans trois domaines chevauchants et interreliés, à savoir: comment profiter pleinement de l'accès préférentiel offert par le SGP, le SGPC et, éventuellement, la ZLEA; comment étendre et diversifier la gamme des produits d'exportation offerts par le Cambodge; comment élargir et diversifier l'éventail de ses marchés d'exportation. Une première étape pourrait être d'explorer les possibilités d'exportation qui se présentent dans les nouveaux marchés pour les marchandises actuellement exportées - par exemple, les possibilités d'exportation de vêtements au Canada, en Norvège, en Europe de l'Est, au Japon et en Australie.

C. ASSISTANCE TECHNIQUE

a) Dans la mesure où ce type d'information est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?

Au cours des cinq dernières années, le Cambodge a reçu diverses formes d'assistance technique liée au commerce d'institutions comme la BAD, la Banque mondiale, la CESAP, la CNUCED, la FAO, l'OMC, l'OMPI et le PNUD. Il a également reçu de l'aide de l'Australie, de la Commission européenne, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. L'assistance technique reçue au titre du commerce des vêtements a été financée par l'Association cambodgienne des fabricants de vêtements. En mai 1998, le Cambodge recevait de l'assistance de la Banque mondiale, de la CNUCED et du PNUD. La plupart du temps, cette assistance comprenait un volet formation important.

En ce moment, des conseillers aident le Cambodge à se préparer pour son accession à l'Organisation mondiale du commerce, à améliorer son cadre juridique des affaires et du commerce (Banque mondiale) et à procéder à sa réforme fiscale (FMI/PNUD). Un projet mené dans le cadre du PNUD aide le gouvernement dans ses préparatifs d'adhésion à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Ce projet prendra fin en juillet 1998. La Banque mondiale offre de l'assistance au Ministère de l'économie et des finances en matière d'élaboration de budget. Des conseillers, appuyés par la Banque asiatique de développement (BAD), ont passé neuf mois au Ministère du commerce et au Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie; un rapport sur les instruments à utiliser pour élaborer les politiques en matière de commerce et d'industrialisation a ensuite été soumis, en 1997, au gouvernement. Une deuxième étude financée par la BAD - qui incluait une mission de deux semaines au Cambodge - et portant sur l'incidence de la zone de libre-échange de l'ANASE sur le développement économique et commercial du Cambodge en est à l'étape finale. De plus, le pays bénéficie actuellement, ou a bénéficié, d'une assistance liée aux normes techniques, à la gestion des exportations de vêtements et aux certificats d'origine se rapportant aux vêtements cambodgiens.

Le Cambodge avait déjà reçu une certaine assistance technique dans les domaines de la réforme douanière (PNUD), de l'établissement d'une chambre de commerce (UE), de la situation au

regard du SGP (UE) et de la réforme du régime cambodgien en matière d'investissement (Banque mondiale). Dans le cadre du PNUD, de l'aide avait aussi été donnée à la Banque nationale du Cambodge. La CNUCED a signé un mémorandum d'accord lié au commerce et à l'investissement avec le gouvernement cambodgien. Dans le cadre de ce programme, la CNUCED cherche de l'aide pour former un sous-groupe qui sera chargé d'installer le système de traitement des données commerciales et de montrer aux fonctionnaires comment l'utiliser.

b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions.

Le pays a besoin d'assistance dans les domaines suivants:

- développement de systèmes de gestion des données commerciales complets et accessibles;
- formation en analyse commerciale et sur les liens entre le commerce et les incitations à l'industrie;
- appui aux efforts d'intégration régionale et mondiale liés à l'ANASE et à l'OMC;
- mesures à prendre pour tirer pleinement avantage du SGP, du SGPC, de la ZLEA et des autres initiatives économiques de l'ANASE;
- appui au renforcement des mécanismes institutionnels de la politique commerciale;
- mise en place d'un cadre juridique transparent et prévisible;
- gestion du commerce des vêtements;
- amélioration des données sur l'industrie et élaboration d'une stratégie industrielle;
- examen de la politique en matière d'investissement, des mécanismes d'investissement et de l'administration des investissements;
- amélioration de l'infrastructure dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications;
- facilitation du commerce extérieur, en particulier réforme, administration et automatisation dans les domaines des douanes et de l'impôt;
- formation dans le domaine des négociations multilatérales;
- développement/promotion des secteurs de services et des autres secteurs-clés de l'économie cambodgienne (agriculture, secteur informel, PME, etc.);
- formation liée à la promotion des échanges commerciaux et à l'expansion des possibilités d'exportation sur les nouveaux marchés.

c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être raffinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?

Il y a plusieurs domaines dans lesquels des renseignements plus complets sont nécessaires, y compris les secteurs de services (à l'exception peut-être du secteur du tourisme), les données industrielles (en particulier en ce qui concerne les PME) et les données relatives aux secteurs informels. Une assistance technique pour combler les grandes lacunes qui existent du point de vue des renseignements liés au commerce serait très utile.

d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-ROM, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?

Les décideurs et les fonctionnaires sont de plus en plus conscients des possibilités et des avantages que les nouvelles technologies de l'information/de la communication offrent comme outils

facilitant le travail dans le secteur tant public que privé. Des outils comme le CD-ROM et Internet commencent à pénétrer le Cambodge et à être accessibles aux fonctionnaires et au secteur privé. La capacité des fonctionnaires d'accéder à ces outils et de les utiliser pour développer les échanges commerciaux est un domaine où une assistance pourrait être utile. L'appui à la formation sur les nouvelles technologies de l'information/de la communication et à un accès accru à ces technologies devrait être un volet de cette assistance.

**RÉPONSES INTÉGRÉES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD¹**

CAMBODGE

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k): <u>Besoins d'assistance technique en ce qui concerne la conformité aux Accords de l'OMC</u>		
Besoins d'assistance technique concentrés dans deux domaines: processus d'accession à l'OMC et création d'un cadre juridique satisfaisant Besoin de soutien immédiat en ce qui concerne le processus d'accession, ce qui inclurait de l'aide relativement aux modalités mêmes de l'accession (préparation de l'aide-mémoire du pays, conseils sur les stratégies de négociations, etc.), familiarisation et formation plus poussées à l'intention de divers auditoires et une assistance en cas d'éventuels problèmes de conformité.	CNUCED	Une assistance a déjà été fournie dans ce domaine dans le cadre du projet de la Banque mondiale. Elle pourrait être maintenue.*
	OMC	Un séminaire national sur l'OMC sera tenu la semaine du 3 mai 1999 au Cambodge à l'intention des fonctionnaires et des gens d'affaires. Les participants cambodgiens seront invités à des séminaires régionaux organisés en 1998 et 1999 à l'intention des pays d'Asie et du Pacifique les moins avancés. Les participants cambodgiens seront invités aux prochains stages de politique commerciale de courte durée donnés à l'intention des pays les moins avancés. Un fonctionnaire cambodgien a participé au premier stage de cette série en avril 1998.

¹ Le PNUD aidera le gouvernement cambodgien, à la demande de celui-ci, à élaborer un Programme national d'expansion du commerce, qui sera présenté à la réunion du Groupe consultatif.

* Financement demandé

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question A k) (suite):	Banque mondiale	Le projet d'assistance technique, qui est actuellement en cours, vise à: - présenter une analyse de l'Accord sur l'OMC/le GATT et d'autres accords commerciaux, - faire un survol des expériences d'autres pays en développement, - donner des conseils et de l'aide à la préparation des communications à présenter à l'OMC; et - informer sur la signification pour le Cambodge du fait d'accéder à l'OMC. ²
Il a aussi besoin de soutien immédiat pour la rédaction des lois afférentes à une économie de marché et, notamment, qui soient conformes aux obligations découlant de l'OMC. Ce soutien doit être complété par une assistance visant à faciliter la mise en œuvre et l'application promptes de ces lois.	Banque mondiale	Un projet d'assistance technique visant à aider le gouvernement à rédiger les codes commerciaux est actuellement en cours.

² Si d'autres ressources sont offertes, la Banque mondiale pourrait songer à maintenir son aide.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A l): <u>Besoins d'assistance technique concernant certains Accords spécifiques de l'OMC</u>		
Accord sur les textiles et les vêtements	OMC	Voir A k).
Accès aux marchés	OMC	Voir A k).
Règles d'origine	OMC	Voir A k).
Sauvegardes	OMC	Voir A k).
Services (initialement en ce qui concerne le choix des secteurs dans lesquels faire une offre d'accès aux marchés)	OMC	Voir A k).
Normes techniques	OMC	Voir A k).
Protection des brevets et des droits d'auteur	OMC	Voir A k).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m): <u>Évaluation des capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations</u>		
La capacité d'analyse de la politique commerciale n'est pas suffisamment grande ni suffisamment répandue au sein du gouvernement. Il faut une formation plus poussée dans un certain nombre de domaines, notamment pour ce qui est des liens entre la politique commerciale et les politiques industrielles et entre la politique commerciale et la politique en matière de recettes publiques. Les liens entre des concepts comme l'avantage comparatif et la protection effective et la politique commerciale et les politiques industrielles doivent être compris d'un plus grand nombre de personnes. De même, des techniques d'évaluation des conséquences sur le plan des recettes des réductions tarifaires, sur une base tant préférentielle que NPF, doivent être élaborées. Les techniques visant à traiter les données brutes relatives au commerce produites par les Douanes et à présenter ces données d'une façon qui permette de les utiliser pour élaborer des politiques commerciales font défaut et font l'objet d'un besoin pressant.	FMI	Le Département des finances publiques avait un conseiller en fiscalité sur place au Cambodge jusqu'à tout récemment. Le Fonds est en train de communiquer avec lui pour en savoir plus sur la situation de la politique commerciale et de la politique fiscale au Cambodge et sur les besoins d'assistance additionnels que le Cambodge pourrait avoir à cet égard. Le Fonds est prêt à donner des conseils pour aider à régler le problème suivant: avec le début de la crise économique en Asie, les autorités cambodgiennes auraient semble-t-il haussé les droits de douane sur certains produits pour protéger les producteurs locaux et les industries naissantes. Le Fonds recommanderait, si c'est le cas, que les autorités s'efforcent de réduire le taux moyen des droits et les droits maximaux, d'éliminer les exemptions de droits d'exportation et d'importation, d'adopter une politique forestière plus efficace et d'éliminer les taxes à l'exportation et les ONT qui subsistent.
	CNUCED	Un soutien accru dans le domaine de la politique commerciale pourrait être fourni pour compléter le projet de la Banque mondiale mentionné ci-dessous. L'implantation du SYDONIA (voir B q) ci-dessous) faciliterait le traitement des données commerciales venant des douanes.
	Banque mondiale	Un projet d'assistance technique, qui est actuellement en cours, consiste à donner de la formation aux fonctionnaires sur les questions touchant à la politique commerciale. (Voir A k).
En raison des liens entre la politique commerciale et d'autres aspects de la politique économique, le pays a besoin d'aide pour créer les mécanismes qui lui permettront de mieux coordonner les politiques des divers organismes et ministères à vocation économique.		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question A m) (suite): Parallèlement, le pays a absolument besoin d'aide pour renforcer la capacité des mécanismes institutionnels existants de s'occuper de la politique commerciale. Par exemple, une unité nationale ZLEA a déjà été créée en prévision de la ZLEA et de sa mise en œuvre une fois que le Cambodge sera devenu membre de l'ANASE. Toutefois, peu de membres de l'Unité ont les connaissances et l'expérience nécessaires pour répertorier les obstacles non tarifaires (ONT) et surveiller l'élimination des ONT indûment obstructifs, une prescription de la ZLEA. Une formation sur les ONT serait très utile. Ce n'est qu'un exemple du genre de formation nécessaire pour constituer des organismes interministériels et des mécanismes institutionnels liés au commerce.	PNUD	Par le biais du projet CMB/96/006, le PNUD aide actuellement le gouvernement cambodgien à se préparer en vue de l'adhésion du pays à l'ANASE. Lancé en août 1996, le projet est axé sur la formation, l'éducation du public, le renforcement des capacités institutionnelles, la production de matériel en khmer sur l'ANASE et l'aide à une étude macro-économique liée à la ZLEA. Ce projet va bientôt être à court de fonds. D'autres sources sont recherchées pour poursuivre le projet.
	CNUCED	Ce volet pourrait être couvert par l'assistance additionnelle mentionnée en A m) ci-dessus.
Des études sectorielles et des évaluations des besoins visant les secteurs-clés de l'économie cambodgienne seraient aussi très utiles. Ces secteurs pourraient inclure l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, le secteur informel et le secteur des services, en particulier en ce qui concerne les politiques à mettre en œuvre dans le contexte d'une accession éventuelle à l'OMC et à l'ANASE.	PNUD	Voir ci-dessus.
L'information sur les services n'est souvent pas disponible et la capacité d'analyser les questions touchant aux services dans l'optique de l'OMC n'a pas été développée.		
Le Cambodge n'a pas de capacité d'analyse dans les domaines de la politique de la concurrence et du commerce et de l'environnement.	CNUCED	Ce volet pourrait être couvert par l'assistance additionnelle mentionnée en A m) ci-dessus.
Des capacités en matière de négociation dans un cadre bilatéral existent au niveau supérieur, mais le pays n'a aucune expérience des négociations multilatérales.	CNUCED	Ce volet pourrait être couvert par l'assistance additionnelle mentionnée en A m) ci-dessus.
	OMC	Un module sur les techniques de négociations dans un cadre multilatéral fera partie du prochain stage de la politique commerciale de courte durée donné à l'intention des pays les moins avancés.
	Banque mondiale	Un projet d'assistance technique actuellement en cours fournit: - de l'aide en ce qui concerne les contacts avec le Secrétariat de l'OMC, - de l'aide dans le domaine des négociations commerciales bilatérales.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g): <u>Besoins d'assistance technique liée aux contraintes de l'offre</u>		
Les besoins d'assistance technique en ce qui concerne les mesures à prendre pour atténuer les contraintes imposées par l'offre sont importants. L'élaboration des stratégies de promotion du développement industriel appropriées nécessite de l'aide.	CNUCED	Ce volet pourrait être couvert par l'assistance additionnelle mentionnée en A m) ci-dessus.
Une aide est requise pour l'accomplissement des tâches suivantes: Rédaction des projets de loi, de décret et de règlement d'application des stratégies appropriées adoptées;	CNUCED	Une assistance dans le domaine de la législation en matière d'investissement pourrait être offerte.*
Élaboration de programmes concrets de construction et de gestion de parcs industriels et mise sur pied d'une administration des zones industrielles;		
Élaboration de politiques appropriées de promotion des petites et moyennes entreprises et traduction de ces politiques en lois et règlements;	Banque mondiale	La Banque mondiale, par l'entremise du projet MPDF (Mekong Projects Development Facility) de la SFI, organise des séminaires sur la petite et moyenne entreprise et des cours de formation à l'intention des propriétaires de petites et moyennes entreprises.
Élaboration d'une stratégie visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et sa concrétisation;	CNUCED	Une assistance pourrait être offerte.*
	Banque mondiale	Voir ci-dessus la réponse de la Banque mondiale.
Élaboration de programmes spécifiques visant à encourager la production agricole à petite et à moyenne échelle destinée à l'exportation;		
Renforcement des capacités en matière d'établissement de normes industrielles et création d'un institut de normalisation industrielle; mise en place de régimes de certification ISO 9000 et ISO 14000.	CCI	Dans le cadre d'un nouveau programme de coopération technique que le CCI est en train de mettre au point pour le Cambodge *, une assistance spécifique à l'intention du Ministère de l'industrie est envisagée en vue d'aider celui-ci à établir un système de certification et à mettre la dernière main à son projet de loi.

* Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite):		
<p>Le Cambodge a également besoin d'assistance pour développer l'infrastructure essentielle. S'agissant de l'<u>énergie</u>, le pays a besoin d'aide pour planifier le développement énergétique de base et gérer les projets énergétiques. Il a aussi besoin d'aide pour mettre en place des stratégies, des institutions et des mécanismes dans le domaine de la gestion des ressources pétrolières. La formation devrait être un élément important de cette assistance. S'agissant des <u>transports</u>, une assistance est requise pour l'établissement d'un cadre réglementaire et juridique approprié et conforme aux principes internationaux, en vue de l'adhésion aux conventions internationales appropriées dans le domaine de la facilitation du transport et du transit, en vue de la négociation d'accords de transit bilatéraux et sous-régionaux et en vue de la simplification des procédures et des documents à produire et de la facilitation des formalités relatives au transport. S'agissant des <u>télécommunications</u>, il y a un besoin de formation dans les domaines des compétences en gestion, de la réglementation internationale et des nouvelles technologies des télécommunications.</p>	CNUCED	Une assistance pourrait être offerte relativement aux accords de transit et à la simplification de la documentation et des procédures liées au commerce.*
	Banque mondiale	Deux projets de la Banque mondiale: 1. le Projet de remise en état du réseau électrique de Phnom Penh, et 2. le Projet de réfection des routes combleront une partie des besoins signalés.

* Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite): Une assistance pour la réalisation d'un examen complet de la politique en matière d'investissement et des mécanismes et de l'administration dans ce domaine serait très utile. Le Conseil pour le développement du Cambodge a besoin d'assistance pour évaluer l'efficacité des politiques en vigueur, pour mettre au point des systèmes d'information permettant de surveiller les activités liées à l'investissement et l'utilisation des incitations et pour améliorer ses capacités d'attirer des investissements, y compris celle de repérer les possibilités d'investissement qui se présentent au Cambodge.	CNUCED	La CNUCED a produit un document en consultation avec le CDC relativement à ce point.*
Enfin, de l'aide est requise pour mettre en place les mécanismes susceptibles d'améliorer la coordination et la coopération entre les ministères et les organismes qui s'occupent de politique économique, en particulier de la politique commerciale. Parallèlement à ce besoin, il faut développer les ressources humaines, de manière à ce que les liens entre les divers aspects de la politique économique et de la politique commerciale soient mieux compris et mieux évalués.	CCI	Voir la réponse du CCI ci-dessous. Dans le cadre du programme d'assistance technique susmentionné*, la priorité sera surtout donnée au développement des ressources humaines des ministères concernés. Des modules spécifiques visant à améliorer la connaissance des pratiques commerciales seront élaborés.
	CNUCED	Ce volet pourrait être couvert par l'assistance additionnelle mentionnée en A m) ci-dessus.
	Banque mondiale	De par sa nature même, le projet d'assistance technique existant répond à ce besoin.

* Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q): <u>Besoins d'assistance technique dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux et des services de soutien</u>		
De l'aide est requise à tous les niveaux de la création d'un mécanisme de promotion des exportations efficace, y compris en ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie de promotion des exportations, l'établissement et la gestion des bases de données nationales et internationales nécessaires et la formation sur les techniques d'organisation d'une foire commerciale. Une attention particulière doit être accordée à la promotion des exportations des petites et moyennes entreprises.	CCI	Voir B g). Dans le cadre du nouveau programme de coopération technique*, une assistance sera offerte pour renforcer le Service de promotion des exportations du Ministère du commerce, sous la forme de formation et de conseils en matière d'information commerciale, de participation aux foires commerciales et d'élaboration d'une stratégie de promotion des exportations. De plus, le CCI examinera la possibilité d'adapter son programme actuel en matière de compétitivité mondiale au Cambodge.
	Banque mondiale	Un projet d'assistance technique actuellement en cours: - offre des conseils et une assistance au Ministère du commerce relativement à l'élaboration d'une stratégie commerciale globale, et - compile et systématise des renseignements sur les politiques commerciales du Cambodge.
Le pays a aussi besoin d'aide pour finir de mettre en place le cadre réglementaire et juridique approprié pour le secteur financier. Une formation sur le financement du commerce extérieur et les assurances dans ce domaine est requise aussi bien dans le secteur privé que chez les fonctionnaires (en particulier chez ceux qui s'occupent de promouvoir les exportations). Le pays a besoin d'aide pour mettre en place les bons mécanismes qui lui permettront de surveiller la mise en œuvre de la législation à venir sur les assurances.	CNUCED	Une mission de la CNUCED a cerné des besoins spécifiques dans ce secteur. Un projet pourrait être élaboré.*
Dans le domaine des renseignements commerciaux, une formation en commercialisation internationale est requise aussi bien pour ceux qui s'occupent de la promotion des exportations que pour les associations de commerçants privés. De l'aide est également nécessaire pour la mise en place d'un pôle commercial dont le rôle sera de faciliter les échanges de renseignements dont ont besoin les exportateurs et les importateurs.	CCI	Voir B g). Dans le cadre du nouveau programme de coopération du CCI pour le Cambodge*, l'élaboration et la diffusion de renseignements commerciaux recevront une attention particulière. Des bases de données et des documents choisis du CCI seront mis à la disposition des organisations participantes.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B q) (suite):	CNUCED	Une étude de faisabilité sur la création d'un pôle commercial pourrait être réalisée de concert avec les activités du CCI mentionnées plus haut.*
Une assistance est requise pour mettre en place des procédures douanières plus efficaces, et permettre ainsi au Cambodge de profiter pleinement du Système automatique de traitement des données douanières SYDONIA. En plus de faciliter les procédures de dédouanement pour les commerçants, l'automatisation aidera le Service des douanes à produire en temps opportun des données commerciales et améliorera le recouvrement des recettes.	CNUCED	Un document sur le système SYDONIA a été rédigé. Une phase d'assistance préalable est souhaitable.*

* Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B v): <u>Assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
Le Cambodge a besoin d'assistance continue pour la gestion de ses échanges commerciaux de vêtements.	CCI	Le CCI est prêt à explorer ce volet de façon plus poussée.
Les autres besoins d'assistance technique se trouvent dans trois domaines chevauchants et interreliés. Comment profiter pleinement de l'accès préférentiel offert par le SGP, le SGPC et, éventuellement, la ZLEA;	CNUCED	Un séminaire sur le SGP aura lieu en 1998. D'autres activités de formation pourraient être organisées.*
	PNUD	Voir A m).
Comment étendre et diversifier la gamme des produits d'exportation offerts par le Cambodge;	CCI	Voir B q).
Comment élargir et diversifier l'éventail de ses marchés d'exportation. Une première étape pourrait être d'explorer les possibilités d'exportation qui se présentent dans les nouveaux marchés pour les marchandises actuellement exportées. Par exemple, les possibilités d'exportation de vêtements au Canada, en Norvège, en Europe de l'Est, au Japon et en Australie.	CCI	Le CCI procurera au Ministère du commerce l'information disponible sur les possibilités d'exportation de vêtements vers certains marchés cibles.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b): <u>Récapitulation des besoins d'assistance technique classés par ordre de priorité</u>		
Le pays a besoin d'assistance dans les domaines suivants: - développement de systèmes de gestion des données commerciales complets et accessibles;	CCI	Voir B q).
	CNUCED	Voir A m) et B q).
- formation en analyse commerciale et sur les liens entre le commerce et les incitations à l'industrie	CNUCED	Voir A m).
- appui aux efforts d'intégration régionale et mondiale liés à l'ANASE et à l'OMC	CNUCED	Voir A k).
	PNUD	Voir A m).
	Banque mondiale	Voir A k).
- mesures à prendre pour tirer pleinement avantage du SGP, du SGPC, de la ZLEA et des autres initiatives économiques de l'ANASE	CNUCED	Voir B v).
	PNUD	Voir A m).
- appui au renforcement des mécanismes institutionnels de la politique commerciale	FMI	Voir A m).
	CNUCED	Voir A m).
	PNUD	Voir A m).
- mise en place d'un cadre juridique transparent et prévisible		
- gestion du commerce des vêtements	CCI	Voir B v).
- amélioration des données sur l'industrie et élaboration d'une stratégie industrielle	CNUCED	Voir B g).
- examen de la politique en matière d'investissement, des mécanismes d'investissement et l'administration des investissements	CNUCED	Voir B g).
	Banque mondiale	Examens des dépenses publiques (EDP) 1998: - affectation des dépenses publiques, - recommandation sur l'administration des finances publiques et sur les réformes dans ce domaine.
- amélioration de l'infrastructure dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications	Banque mondiale	Voir B g).
- facilitation du commerce extérieur, en particulier réforme, administration et automatisation dans le domaine des douanes et de l'impôt	FMI	Voir A m).
	CNUCED	Voir B g) et B q).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C b) (suite):	Banque mondiale	Voir EDP ci-dessus. Examens des dépenses publiques (EDP) 1998: - conséquences de la réforme de l'impôt, - recommandation sur les améliorations à apporter à l'administration de l'impôt.
- formation dans le domaine des négociations multilatérales	CNUCED	Voir A k).
	Banque mondiale	Voir A k).
- développement/promotion des secteurs de services et des autres secteurs-clés de l'économie cambodgienne (agriculture, secteur informel, PME, etc.)	Banque mondiale	Un projet d'amélioration de la productivité agricole sera entrepris.
- formation liée à la promotion des échanges commerciaux et à l'expansion des possibilités d'exportation sur les nouveaux marchés.	CCI	Voir B g) et B q).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C c):		
<u>Information additionnelle</u>		
<p>Il y a plusieurs domaines dans lesquels des renseignements plus complets sont nécessaires, y compris les secteurs de services (à l'exception peut-être du secteur du tourisme), les données industrielles (en particulier en ce qui concerne les PME) et les données relatives aux secteurs informels. Une assistance technique pour combler les grandes lacunes qui existent du point de vue des renseignements liés au commerce serait très utile.</p>	CNUCED	Une aide continuera d'être accordée au moyen du CD-ROM TRAINS.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C d):</p> <p><u>Besoins d'assistance technique dans le domaine des technologies de l'information, y compris formation du personnel</u></p>		
<p>Les décideurs et les fonctionnaires sont de plus en plus conscients des possibilités et des avantages que les nouvelles technologies de l'information/de la communication offrent comme outils facilitant le travail dans le secteur tant public que privé. Des outils comme le CD-ROM et Internet commencent à pénétrer le Cambodge et à être accessibles aux fonctionnaires et au secteur privé. La capacité des fonctionnaires d'accéder à ces outils et de les utiliser pour développer les échanges commerciaux est un domaine où une assistance pourrait être utile. L'appui à la formation sur les nouvelles technologies de l'information/de la communication et à un accès accru à ces technologies devrait être un volet de cette assistance.</p>	CNUCED	Voir la réponse au sujet des pôles commerciaux en B q).
	OMC	Du matériel informatique et des facilités de raccordement à Internet seront offerts par l'OMC en octobre 1998. La formation des utilisateurs sera aussi assurée.